

CONJOINT TRAVAILLANT AU SEIN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE, ARTISANALE OU LIBÉRALE

ATTESTATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AU STATUT CHOISI

Le conjoint du chef d'entreprise est soit son époux, soit son partenaire lié par un pacte civil de solidarité (PACS), soit son concubin.

IDENTITÉ DU CONJOINT DU CHEF D'ENTREPRISE :

Nom : DUBOIS née ROBERT

Prénom : Sophie

N° de sécurité sociale : 2 73 06 59 606 296 18

Adresse : 432 Rue du Grand Chemin à RUMEGIES 59226

Lien avec le chef d'entreprise : Épouse

ENTREPRISE :

Nom du chef d'entreprise : DUBOIS

Prénom : Grégory

N° de sécurité sociale : 1 68 12 59 526 320 69

Dénomination ou raison sociale de la société : 4D

Adresse du siège social : 38 RUE DU 2 SEPTEMBRE 1944

Code postal : 59230 Commune : SAINT-AMAND-LES-EAUX

STATUT AU SEIN DE L'ENTREPRISE :

Date d'effet : Date de signature des statuts, le 28 octobre 2025

Statut du conjoint :

O Associé : statut pouvant être choisi par le conjoint du dirigeant d'une société qui exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise et détient des parts sociales dans la société. Les formalités ont été réalisées au niveau de la société.

ENGAGEMENT DU CONJOINT :

Je soussignée, Sophie DUBOIS, certifie sur l'honneur, participer régulièrement à l'activité professionnelle non salariée de mon époux, partenaire lié par un PACS ou concubin.

Signé en la forme électronique à la date figurant en page des signatures.

Signature du demandeur :

Attestation à transmettre en application des articles L. 121-4 et R. 121-5 du Code de commerce pour les secteurs du commerce, de l'artisanat et des professions libérales.

Les informations sont transmises aux organismes sociaux destinataires (URSSAF et CGSS). Pour les résidents de Saint-Barthélemy, de Mayotte ou de Saint-Pierre-et-Miquelon, cette demande sera transmise respectivement à la caisse de mutualité sociale agricole du Poitou, à la caisse de sécurité sociale mahoraise ou à la caisse de prévoyance sociale. Le règlement (UE) 2016/679 modifié du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent aux données personnelles des personnes physiques figurant dans cette attestation. Ils leur garantissent un droit d'accès et de rectification ainsi qu'un droit d'opposition à la réutilisation de ces données par des tiers, pour les données à caractère personnel les concernant, auprès du responsable de traitement concerné.